

réalais et les autres Canadiens d'un service postal adéquat, malgré l'intervention de nombreux ministres de la Couronne.

L'hon. M. Drury: Peut-être devrais-je me limiter à dire que, contrairement aux honorables vis-à-vis, j'ai confiance dans notre système de conciliation.

[Plus tard]

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): J'aimerais demander ceci au président du Conseil du Trésor: sans divulguer la position du gouvernement dans les négociations actuelles, pourrait-il indiquer à la Chambre s'il est possible d'espérer que l'attitude du gouvernement à l'endroit des conditions de travail des employés des Postes sera moins stricte que l'année dernière, quand l'insistance du ministre sur l'imposition unilatérale de règles a conduit à la grève?

L'hon. M. Drury: Le ministre des Postes et des Communications a indiqué lui-même à plusieurs reprises qu'il cherchait à améliorer sensiblement les conditions de travail des postiers. En fait, cette année, il a consacré une somme considérable d'efforts en ce sens avec l'appui du gouvernement.

LE CONFLIT POSTAL À MONTRÉAL—LES ENTRETIENS AVEC LE SYNDICAT

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): J'ai une question supplémentaire pour le président du Conseil du Trésor, monsieur l'Orateur. A-t-il récemment eu des entretiens avec les représentants de la CSN au sujet du conflit persistant à Montréal et est-il en mesure de signaler quelque amélioration de cette situation fort grave?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Oui, monsieur l'Orateur. J'ai récemment rencontré le président de la CSN et il m'a fait part de l'intention des membres de ce syndicat de maintenir leur position. Il m'a aussi demandé s'il était possible que le gouvernement modifie son attitude à l'égard de l'adoption et de la mise en application du rapport Goldberg. Je lui ai répondu que la chose était peu probable, à moins qu'il n'ait à offrir des suggestions plus utiles que les miennes.

M. Baldwin: Quoi de neuf, à part cela?

M. Macquarrie: Puis-je demander ceci au premier ministre: Voilà trois semaines que le nom du ministre des Postes et des Communications n'est plus inscrit au tableau des présences, a-t-il quitté le pays ou, pire encore, le cabinet et, dans ce cas, qui le remplace?

[L'hon. M. Stanfield.]

[Plus tard]

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre touchant les Postes. Est-il prêt à confirmer la rumeur persistante selon laquelle M. Carl Goldenberg est en train de se réchauffer à l'écart en attendant de revêtir un uniforme gouvernemental d'un moment à l'autre?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député sait qu'il ne peut demander au premier ministre de confirmer ou de démentir une rumeur.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LE REMANIEMENT DU PROGRAMME DE RÉDUCTION DES EMBLAURES

M. Doug Rowland (Selkirk): Comme le ministre d'État qui a la responsabilité de la Commission canadienne du blé est absent, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Agriculture. Les résultats de l'opération LIFT étant prévus, le ministre pourrait-il promettre à la Chambre qu'il engagera immédiatement des négociations avec les représentants d'associations agricoles de bonne foi afin de modifier considérablement ou d'abandonner complètement le programme?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, il m'est impossible d'accepter les prémisses sur lesquelles cette question est fondée et je ne peux donc y répondre.

M. Rowland: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il s'engager devant la Chambre à mettre rapidement sur pied un programme d'aide pour des régions comme l'Interlake au Manitoba à laquelle le programme LIFT ne s'applique absolument pas?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, il existe déjà plusieurs programmes fédéraux s'appliquant particulièrement à cette région. Ils ne sont cependant pas administrés par mon ministère. En ce qui concerne le programme LIFT et la complexité d'un tel programme, il m'est à nouveau impossible de convenir qu'il n'existe aucune clause visant à améliorer la situation des producteurs de grain dans cette région si le LIFT réussit.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire à poser. Le ministre voudrait-il, au moins, demander l'avis de ses conseillers du minis-